

Rapport financier 2015

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Labelle

Code géographique : 78120

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Claire Coulombe, atteste la véracité du rapport financier

de Labelle pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2016-05-17

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la MUNICIPALITÉ DE LABELLE, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2015, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la Municipalité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la MUNICIPALITÉ DE LABELLE au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la MUNICIPALITÉ DE LABELLE inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S15, S16, S23-1, S23-2 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Autres points

Les états financiers de la MUNICIPALITÉ DE LABELLE pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014 ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé sur les états une opinion modifiée avec réserve en date du 13 avril 2015.

Le fondement de l'opinion avec réserve de l'ancien auditeur s'établissait sur le fait que ce dernier jugeait qu'un organisme faisant partie du périmètre comptable de la Municipalité n'était pas consolidé au rapport financier de la Municipalité. Nous sommes en désaccord avec ce jugement. Nous jugeons que cet organisme ne faisait pas partie du périmètre comptable de la Municipalité et n'avait donc pas à être consolidé au rapport financier de la Municipalité.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

[Original signé par]

Comptables professionnels agréés

PATRICE FORGET, CPA auditeur, CA
Mont-Tremblant

DATE 2016-05-05

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015		Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	4 204 711	4 217 233			4 217 233	4 321 622
Compensations tenant lieu de taxes	2	131 180	126 605			126 605	131 356
Quotes-parts	3						
Transferts	4	196 559	242 849			242 849	217 756
Services rendus	5	206 239	263 796			263 796	234 869
Imposition de droits	6	168 300	226 029			226 029	221 192
Amendes et pénalités	7	15 000	58 776			58 776	35 315
Intérêts	8	43 600	95 252			95 252	79 399
Autres revenus	9	108 600	134 407			134 407	106 194
	10	5 074 189	5 364 947			5 364 947	5 347 703
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13		204 030			204 030	933 909
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17		204 030			204 030	933 909
	18	5 074 189	5 568 977			5 568 977	6 281 612
Charges							
Administration générale	19	778 735	793 285	19 175		812 460	691 751
Sécurité publique	20	575 429	588 818	50 543		639 361	625 687
Transport	21	1 198 971	1 229 325	371 413		1 600 738	1 687 278
Hygiène du milieu	22	739 159	743 842	316 997		1 060 839	992 763
Santé et bien-être	23	16 000	15 931			15 931	15 260
Aménagement, urbanisme et développement	24	321 348	288 769	31 475		320 244	301 296
Loisirs et culture	25	751 930	731 438	106 176		837 614	709 634
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	142 391	134 936			134 936	141 902
Amortissement des immobilisations	28	931 666	895 779	(895 779)			
	29	5 455 629	5 422 123			5 422 123	5 165 571
Excédent (déficit) de l'exercice	30	(381 440)	146 854			146 854	1 116 041

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(381 440)	146 854	1 116 041
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	204 030 ) (	933 909)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(381 440)	(57 176)	182 132
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	931 666	895 779	864 843
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7		2 161	
	8	931 666	897 940	864 843
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	332 232 ) (	385 138 ) (	538 578)
	18	(332 232)	(385 138)	(538 578)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	)	52 746 ) (	72 276)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	(55 357)	55 779	32 434
Excédent de fonctionnement affecté	21		21 968	1 867
Réserves financières et fonds réservés	22	(162 637)	(194 377)	66 693
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(217 994)	(169 376)	28 718
	26	381 440	343 426	354 983
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		286 250	537 115

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1		204 030	933 909
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2	(63 950)	(22 778)	()
Sécurité publique	3	(3 950)	(1 441)	(19 500)
Transport	4	(542 159)	(202 143)	(41 577)
Hygiène du milieu	5	(168 625)	(364 071)	(70 246)
Santé et bien-être	6	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(60 675)	(218 589)	(52 586)
Loisirs et culture	8	(199 485)	(104 595)	(1 756 847)
Réseau d'électricité	9	()	()	()
	10	(1 038 844)	(913 617)	(1 940 756)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12	()	()	()
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13		532 534	868 244
Affectations				
Activités de fonctionnement	14		52 746	72 276
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15		72 798	66 981
Excédent de fonctionnement affecté	16		59 546	
Réserves financières et fonds réservés	17		48 403	
	18		233 493	139 257
	19	(1 038 844)	(147 590)	(933 255)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(1 038 844)	56 440	654

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération	1	1 398 935	1 388 820	1 338 108
Charges sociales	2	342 700	326 177	355 826
Biens et services	3	2 091 117	2 046 469	1 839 083
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	141 891	134 877	141 871
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	500	59	31
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	548 820	538 035	536 340
Autres	10		11 032	9 106
Autres organismes	11		80 875	80 363
Amortissement des immobilisations	12	931 666	895 779	864 843
Autres				
-	13			
-	14			
-	15			
	16	5 455 629	5 422 123	5 165 571

**ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014 Redressées note 20
Revenus				
Taxes	1	4 204 711	4 217 233	4 321 622
Compensations tenant lieu de taxes	2	131 180	126 605	131 356
Quotes-parts	3			
Transferts	4	196 559	446 879	1 151 665
Services rendus	5	206 239	263 796	234 869
Imposition de droits	6	168 300	226 029	221 192
Amendes et pénalités	7	15 000	58 776	35 315
Intérêts	8	43 600	95 252	79 399
Autres revenus	9	108 600	134 407	106 194
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	5 074 189	5 568 977	6 281 612
Charges				
Administration générale	12	798 942	812 460	691 751
Sécurité publique	13	631 877	639 361	625 687
Transport	14	1 583 239	1 600 738	1 687 278
Hygiène du milieu	15	1 053 447	1 060 839	992 763
Santé et bien-être	16	16 000	15 931	15 260
Aménagement, urbanisme et développement	17	354 394	320 244	301 296
Loisirs et culture	18	875 339	837 614	709 634
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	142 391	134 936	141 902
	21	5 455 629	5 422 123	5 165 571
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(381 440)	146 854	1 116 041
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		12 293 167	11 124 631
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		(149 070)	(96 575)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		12 144 097	11 028 056
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		12 290 951	12 144 097

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014 Redressées note 20
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(381 440)	146 854	1 116 041
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	1 038 844 ) (	913 617 ) (	1 940 756)
Produit de cession	3			
Amortissement	4	931 666	895 779	864 843
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6		2 161	
	7	(107 178)	(15 677)	(1 075 913)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		4 665	(21)
Variation des autres actifs non financiers	10		4 952	4 430
	11		9 617	4 409
	12	(488 618)	140 794	44 537
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(488 618)	140 794	44 537
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(2 267 866)	(2 215 828)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			(96 575)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(2 267 866)	(2 312 403)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(2 127 072)	(2 267 866)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014 Redressé note 20
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	1 380 752	1 597 634
Placements temporaires	2		
Débiteurs (note 5)	3	2 312 325	2 360 862
Prêts (note 6)	4		
Placements de portefeuille (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		13 756
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	3 693 077	3 972 252
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	464 179	1 048 814
Revenus reportés (note 12)	13	140 443	152 624
Dette à long terme (note 13)	14	5 215 438	5 038 680
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	89	
	16	5 820 149	6 240 118
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(2 127 072)	(2 267 866)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	14 315 675	14 297 837
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		2 161
Stocks de fournitures	20	28 973	33 638
Autres actifs non financiers (note 17)	21	73 375	78 327
	22	14 418 023	14 411 963
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	12 290 951	12 144 097

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
			Redressées note 20
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	146 854	1 116 041
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	895 779	864 843
Autres			
-	3		
-	4		
	5	1 042 633	1 980 884
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	48 537	(773 724)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(584 635)	565 365
Revenus reportés	9	(12 181)	19 950
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	13 845	1 769
Propriétés destinées à la revente	11	2 161	
Stocks de fournitures	12	4 665	(21)
Autres actifs non financiers	13	4 952	4 430
	14	519 977	1 798 653
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(913 617)	(1 940 756)
Produit de cession	16		
	17	(913 617)	(1 940 756)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
Variation nette des placements temporaires	22		
	23		
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	24	612 534	1 700 000
Remboursement de la dette à long terme	25	(430 662)	(579 671)
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(5 114)	
Autres			
-	28		
-	29		
	30	176 758	1 120 329
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	(216 882)	978 226
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	1 597 634	619 408
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	1 380 752	1 597 634

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité est constituée en vertu du Code Municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

La Municipalité participe à un partenariat ayant débuté au cours de l'exercice avec la Municipalité de La Minerve. Ce partenariat, dont la Municipalité de La Minerve est mandataire, a pour objet l'opération et l'administration d'un service de collecte des matières résiduelles. Lors de la fin du partenariat, le partage des actifs et passifs se fera à parts égales entre les deux municipalités participantes.

Les états financiers incluent la quote-part de ce partenariat revenant à la Municipalité des actifs, des passifs, des revenus et des dépenses.

B) Comptabilité d'exercice

Les recettes et dépenses sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Les principales estimations portent sur la dépréciation des actifs financiers, sur la durée de vie utile des immobilisations corporelles ainsi que les hypothèses qui sous-tendent le calcul des obligations au titre de prestations de retraite et le passif au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs financiers**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La Municipalité présente dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le montant disponible ainsi que les placements temporaires d'une durée de moins de 3 mois s'il y a lieu. L'emprunt bancaire représentant la marge de crédit n'est pas inclus dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, il est considéré comme une activité de financement.

D) Passifs**Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

E) Actifs non financiers**Stocks**

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est essentiellement déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective à compter de leur date de mise en service selon la méthode linéaire sur les durées suivantes :

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	10 à 40 ans
Améliorations locatives	15 ans
Véhicules	8 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 à 20 ans

L'amortissement des immobilisations en cours sera établi à partir de la date du transfert de l'immobilisation en cours à la catégorie d'immobilisation appropriée.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

F) Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****G) Avantages sociaux futurs****Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service, à partir des hypothèses les plus probables de la Municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2015 selon la méthode de la valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

I) Instruments financiers

S.O.

J) Autres éléments**Affectations**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant des comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus, ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Le 1er janvier 2015, la Municipalité a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP3260 « Passif au titre des sites contaminés ». Ce nouveau chapitre établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter un passif au titre des sites contaminés. Un passif au titre des sites contaminés doit être comptabilisé lorsque tous les critères de comptabilisation décrits dans la norme sont respectés.

L'adoption de cette norme n'a aucune incidence sur les états financiers de la Municipalité.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
4. Encaisse et placements affectés		
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :		
Encaisse	1 712 019	412 791
Placements temporaires	2	
Placements de portefeuille	3	
Note		
L'encaisse affectée est constituée des montants suivants :		
Fonds de roulement	90 834 \$	
Réserve financière pour flotte de véhicules	481 568 \$	
Fonds de parcs et terrains de jeux	92 249 \$	
Fonds local réservé à la réfection et l'entretien de certaines voies publiques	47 368 \$	
	<u>712 019 \$</u>	
5. Débiteurs		
Taxes municipales	4 530 765	632 862
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6 1 431 053	1 448 846
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7 24 176	59 303
Organismes municipaux	8 158 853	113 591
Autres		
- Droits de mutation	9 82 851	57 120
- Entreprises, organismes, etc.	10 84 627	49 140
	11 <u>2 312 325</u>	<u>2 360 862</u>
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12 1 286 577	1 252 101
Organismes municipaux	13	
Autres tiers	14	
	15 <u>1 286 577</u>	<u>1 252 101</u>
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16 37 777	13 923
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	17	
Prêts à un fonds d'investissement	18	
Autres		
-	19	
-	20	
	21	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
7. Placements de portefeuille		
Placements à titre d'investissement	22	
Autres placements	23	
	24	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	(89)	13 756
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	()	()
	27	<u>(89)</u>	<u>13 756</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	116 714	153 722
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32	13 706	13 434
	33	<u>130 420</u>	<u>167 156</u>
Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.			
Note			
9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35		
	36		
Note			
10. Emprunts temporaires			
La Municipalité dispose d'une marge de crédit d'un montant maximum autorisé de 1 100 000 \$ au 31 décembre 2015 et celle-ci porte intérêts au taux préférentiel.			
11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	123 915	646 565
Salaires et avantages sociaux	38	215 444	208 670
Dépôts et retenues de garantie	39	15 172	118 560
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Frais d'assainissement des sites contaminés	42		
Autres			
- Intérêts sur la DLT	43	34 542	45 910
- Autres frais courus	44	75 106	29 109
-	45		
-	46		
-	47		
	48	<u>464 179</u>	<u>1 048 814</u>
Note			
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	49		
Transferts	50	831	
Autres			
- Fonds parcs et terrains jeux	51	92 244	90 647
- Fonds local - Ent. voies pub.	52	47 368	61 977
	53	<u>140 443</u>	<u>152 624</u>
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

						2015	2014
13. Dette à long terme							
		Taux d'intérêt	Échéance				
		de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,75	3,47	2016	2020	54	4 864 900	4 936 600
Obligations et billets en monnaies étrangères					55		
Gains (pertes) de change reportés					56		
					57		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	10,00	10,00	2016	2016	58	1 185	18 004
Organismes municipaux	2,19	2,19	2022	2022	59	38 975	44 076
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2,82	2,82	2020	2020	60	285 492	
Autres	0,00	0,00	2018	2018	61	30 000	40 000
					62	5 220 552	5 038 680
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	(5 114)	()
					64	5 215 438	5 038 680

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2015				
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres					
2016	65	73	616 600	81	46 324	90	16 398	98	679 322
2017	66	74	648 500	82	46 324	91	15 327	99	710 151
2018	67	75	1 794 200	83	46 324	92	15 444	100	1 855 968
2019	68	76	1 510 300	84	46 324	93	5 564	101	1 562 188
2020	69	77	295 300	85	130 224	94	5 686	102	431 210
2021 et +	70	78		86		95	11 741	103	11 741
	71	79	4 864 900	87	315 520	96	70 160	104	5 250 580
Intérêts et frais accessoires				88	(30 028)			105	(30 028)
	72	80	4 864 900	89	285 492	97	70 160	106	5 220 552

Note

	2015	2014
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	107	(2 127 072)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108	
Autres	109	
	110	(2 127 072)
		(2 267 866)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	111	5 088 067	139	48 284	166	(17 992)	193	5 154 343
Eaux usées	112	6 510 702	140		167		194	6 510 702
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	5 270 456	141	161 763	168		195	5 432 219
Autres	114	998 998	142	11 100	169		196	1 010 098
Réseau d'électricité	115		143		170		197	
Bâtiments	116	3 535 075	144	306 708	171		198	3 841 783
Améliorations locatives	117	2 289	145		172		199	2 289
Véhicules	118	2 304 195	146	302 552	173		200	2 606 747
Ameublement et équipement de bureau	119	396 237	147	21 339	174		201	417 576
Machinerie, outillage et équipement divers	120	505 585	148	45 154	175		202	550 739
Terrains	121	314 080	149	14 827	176		203	328 907
Autres	122		150		177		204	
	123	<u>24 925 684</u>	151	<u>911 727</u>	178	<u>(17 992)</u>	205	<u>25 855 403</u>
Immobilisations en cours	124	<u>17 992</u>	152	<u>1 890</u>	179	<u>17 992</u>	206	<u>1 890</u>
	125	<u>24 943 676</u>	153	<u>913 617</u>	180		207	<u>25 857 293</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	126	2 124 184	154	128 030	181		208	2 252 214
Eaux usées	127	3 645 663	155	162 768	182		209	3 808 431
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	2 041 673	156	270 123	183		210	2 311 796
Autres	129	355 896	157	50 704	184		211	406 600
Réseau d'électricité	130		158		185		212	
Bâtiments	131	818 216	159	97 788	186		213	916 004
Améliorations locatives	132	1 528	160	763	187		214	2 291
Véhicules	133	1 041 597	161	128 567	188		215	1 170 164
Ameublement et équipement de bureau	134	349 924	162	14 831	189		216	364 755
Machinerie, outillage et équipement divers	135	267 158	163	42 205	190		217	309 363
Autres	136		164		191		218	
	137	<u>10 645 839</u>	165	<u>895 779</u>	192		219	<u>11 541 618</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	138	<u>14 297 837</u>					220	<u>14 315 675</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221		224	<u>302 552</u>	226		228	302 552
Amortissement cumulé	222	()	225	<u>(7 564)</u>	227	()	229	<u>(7 564)</u>
Valeur comptable nette	223						230	<u>294 988</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	231	
Immeubles industriels municipaux	232	
Autres	233	2 161
	234	2 161
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	2 161
Note		

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	237	73 375	78 327
Frais reportés			
-	238		
-	239		
	240	73 375	78 327
Note			

18. Obligations contractuelles

La Municipalité s'est engagée par baux et par contrats auprès de certains fournisseurs. Le solde des engagements suivant ces baux et contrats s'établit à 1 901 818 \$. Les paiements minimums exigibles au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

2016	-	479 681 \$
2017	-	460 967 \$
2018	-	380 610 \$
2019	-	145 140 \$
2020	-	145 140 \$

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

Au cours de l'exercice 2013, la Municipalité a cautionné un prêt de 13 125 \$ pour l'acquisition d'une mule par le Club de ski de fonds de Labelle pour une période de 4 ans, soit jusqu'en octobre 2017. Le solde de ce prêt, au 31 décembre 2015, est de 6 568 \$.

b) Auto-assurance

La Municipalité assume l'auto-assurance de l'invalidité court terme, conjointement avec un programme de supplément au chômage, pour tous ses employés permanents.

c) Poursuites

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

d) Autres

Contestations d'évaluations

Au 31 décembre 2015, il y a pour une valeur de 747 600 \$ d'évaluations municipales contestées. Aucune provision n'est comptabilisée.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

20. Redressement aux exercices antérieurs

Pour tenir compte de directives reçues du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et pour se conformer aux normes comptables pour le secteur public, la comptabilisation et la présentation de certains revenus et fonds réservés ont été corrigées. Ainsi, les états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 ont été retraités. En conséquence de ce retraitement, les postes décrits ci-après, aux états financiers au 31 décembre 2014 ont été augmentés (diminués) des montants suivants :

État de la situation financière au 31 décembre 2014

Revenus reportés	149 070 \$
Excédent accumulé	
- Fonds réservé	(149 070)\$

État des résultats au 31 décembre 2014

Autres revenus	(13 890)\$
Imposition de droits	(38 605)\$
Excédent (déficit) de l'exercice	(52 495)\$
Excédent accumulé au 1er janvier 2014	(96 575)\$
Excédent accumulé au 31 décembre 2014	(149 070)\$

État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) au 31 décembre 2014

Actifs financiers nets (dette nette) au 1er janvier 2014	(96 575)\$
Excédent (déficit) de l'exercice	(52 495)\$
Actifs financiers nets (dette nette) au 31 décembre 2014	(149 070)\$

État de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales de l'exercice terminé le 31 décembre 2014

Autres revenus	(13 890)\$
Imposition de droits	(38 605)\$
Affectations - Activités d'investissement	8 212 \$
Affectations - Réserves financières et fonds réservé	(60 707)\$
Excédent de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	-

État de l'excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales de l'exercice terminé le 31 décembre 2014

Affectations - Activités de fonctionnement	8 212 \$
Affectations - Réserves financières et fonds réservé	(8 212)\$
Excédent d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	-

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

22. Instruments financiers

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Encaisse	241 1 380 752	241 1 597 634
Découvert bancaire	242 ()	242 ()
Placements temporaires	243	
<i>Ajouter</i>		
-	244	
-	245	
-	246	
-	247	
<i>Déduire</i>		
-	248 ()	248 ()
-	249 ()	249 ()
-	250 ()	250 ()
-	251 ()	251 ()
-	252 ()	252 ()
-	253 ()	253 ()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	254 1 380 752	254 1 597 634
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	255	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

24. Fonds local d'investissement**2015****2014****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	256
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257
Autres revenus	258
	259

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260
Variation de la provision pour moins-value	261
	262
Autres charges	263
	264
Excédent (déficit) de l'exercice	265

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	266		
Placements de portefeuille	267		
Débiteurs	268		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269		
Provision pour moins-value	270	()
	271		
	272		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	273		
Revenus reportés	274		
Dette à long terme	275		
	276		
Solde du Fonds local d'investissement	277		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	278
Supportant les engagements de prêts	279
Supportant les garanties de prêts	280
	281

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

25. Fonds local de solidarité**2015****2014****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	282
Revenus sur les prêts aux entreprises	283
Autres revenus	284
	<hr/> 285 <hr/>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	286
Variation de la provision pour moins-value	287
	<hr/> 288 <hr/>
Intérêts sur la dette à long terme	289
Autres charges	290
	<hr/> 291 <hr/>

Excédent (déficit) de l'exercice	292
---	------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Encaisse	293		
Placements de portefeuille	294		
Débiteurs	295		
Prêts aux entreprises	296		
Provision pour moins-value	297	()	()
	<hr/> 298 <hr/>		
	299		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	300
Revenus reportés	301
Dette à long terme	302
	<hr/> 303 <hr/>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304
Excédent (déficit) non affecté	305
	<hr/> 306 <hr/>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	307
Supportant les engagements de prêts	308
	<hr/> 309 <hr/>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

26. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour se conformer à la présentation de l'exercice courant.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 730 418	898 505
Excédent de fonctionnement affecté	2 563 793	319 547
Réserves financières et fonds réservés	3 576 595	430 621
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (250 100 ) (	262 800)
Financement des investissements en cours	5 38 444	(17 996)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 10 631 801	10 776 220
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	8
	12 290 951	12 144 097
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 730 418	898 505
Organismes contrôlés	10	11
	730 418	898 505
Excédent de fonctionnement affecté		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Égout	12 134 740	72 085
- Eau	13 15 091	18 930
- Budget (projets à venir)	14 405 489	223 032
- Limiteur de portée	15	5 500
- Terrain	16 8 473	
-	17	
-	18	
-	19	
-	20	
	21 563 793	319 547
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-	22	
-	23	
-	24	
	25	
	26 563 793	319 547
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières		
- Véhicules	27 481 563	319 286
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32 481 563	319 286
Fonds réservés		
Fonds de roulement	33 90 834	93 500
Fonds parcs et terrains de jeux	34	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35	
Société québécoise d'assainissement des eaux	36	13 637
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37 4 198	4 198
Financement des activités de fonctionnement	38	
Fonds local d'investissement	39	
Fonds local de solidarité	40	
Autres	41	
-	42	
-	43	
-	44	
	45 95 032	111 335
	46 576 595	430 621

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	47 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	48 () ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	49 () ()	()
Régimes non capitalisés	50 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()	()
Autres	52 () ()	()
Régimes non capitalisés	53 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 () ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 () ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	56 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	57 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 () ()	()
Autres	59 () ()	()
-	60 () ()	()
-	61 () ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 () ()	()
Autre financement	63 (250 100) ()	(262 800)
	64 (250 100) ()	(262 800)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65 38 444	
Investissements à financer	66 () ()	(17 996)
	67 38 444	(17 996)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	68 14 315 675	14 297 837
Propriétés destinées à la revente	69	2 161
Prêts	70	
Placements à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales	72	
	73 14 315 675	14 299 998
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 5 215 438	5 038 680
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 5 114	
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 (1 286 577) ()	(1 252 102)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 (250 100) ()	(262 800)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 () ()	()
	79 3 683 875	3 523 778
Dette en cours de refinancement et autres éléments	80 (1)	
	81 3 683 874	3 523 778
	82 10 631 801	10 776 220

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Un processus prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 est requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2015.

Application de la Loi aux régimes de la Municipalité

Suite à la préparation des états financiers de 2014, une nouvelle évaluation actuarielle a été préparée relativement à l'application de la Loi pour le régime. Les résultats de l'année 2015 tiennent compte de l'effet des nouveaux résultats obtenus. L'ajustement apporté est une diminution des charges sociales pour l'année de 2015 d'un montant de 34 001 \$.

La Municipalité a finalisé une entente pour son régime de retraite. L'effet sur les modalités de partage du service courant et du fonds de stabilisation a été appliqué conformément avec les dispositions de la Loi et des dispositions de l'entente conclue. Cette entente n'a pas d'incidence significative sur les résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2015.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 13 756	15 525
Charge de l'exercice	5 (116 714)	(153 722)
Cotisations versées par l'employeur	6 102 869	151 953
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(89)</u>	<u>13 756</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 2 958 824	2 672 239
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (2 994 735)	(2 745 549)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (35 911)	(73 310)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 35 822	87 066
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (89)	13 756
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(89)</u>	<u>13 756</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 2 958 824	2 672 239
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (2 994 735)	(2 745 549)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (35 911)	(73 310)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 182 838	181 011
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21 182 838	181 011
Cotisations salariales des employés	22 (83 249)	(68 306)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24 99 589	112 705
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 13 542	37 637
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
-	32	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>113 131</u>	<u>150 342</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 140 007	122 873
Rendement espéré des actifs	34 (136 424)	(119 493)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 3 583	3 380
Charge de l'exercice	36 <u>116 714</u>	<u>153 722</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 174 126	101 095
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (136 424)	(119 493)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 37 702	(18 398)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41 73 659	109 235
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 2 958 824	2 672 239
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,00 %	4,75 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,00 %	4,75 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 2,50 %	2,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,50 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
- Age de la retraite	54 60	60
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56	57	58

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59 ()	()
Charge de l'exercice	60 ()	()
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	
Passif à la fin de l'exercice	62 ()	()
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 ()	()
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 ()	()

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	<u>2015</u>	<u>2014</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69	()	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2015	2014
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 93		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94 Oui
 95 Non

Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96	2015	2014
	6	6

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2015	2014
Cotisations des élus au RREM 97	2 880	2 897
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 98	10 151	9 730
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99	3 555	3 704
100	13 706	13 434

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	5 220 552
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	1 286 577
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	33 053
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	3 900 922
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	
Endettement net à long terme	16	3 900 922
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	270 166
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	4 171 088
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	4 171 088
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

TAXES		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	2 857 821	2 857 044	2 891 565
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	86 588	87 789	110 389
Activités de fonctionnement	3	372 012	378 363	378 415
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	21 911	22 441	73 669
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	3 338 332	3 345 637	3 454 038
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	213 762	214 628	206 150
Égout	11	192 463	194 835	162 714
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	351 780	354 976	316 283
Autres				
-Environnement	14	40 864	40 753	40 776
-Licences de chien	15	2 700	2 680	2 762
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	15 000	13 810	14 514
Service de la dette	18	49 810	49 914	124 385
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	866 379	871 596	867 584
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	866 379	871 596	867 584
	26	4 204 711	4 217 233	4 321 622

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27 6 000	6 516	6 683
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28 500	488	
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30 82 400	82 444	82 444
	31 88 900	89 448	89 127
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32 24 500	24 261	24 499
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34 15 500	10 653	15 450
	35 40 000	34 914	39 949
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40 128 900	124 362	129 076
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41 1 495	1 364	1 495
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42 785	879	785
Taxes d'affaires	43		
	44 2 280	2 243	2 280
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51 131 180	126 605	131 356

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52		
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54	5 695	
Sécurité civile	55		30 254
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	65 485	85 484
Enlèvement de la neige	58	65 485	65 484
Autres	59	8 358	8 565
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	9 089	7 262
Réseau de distribution de l'eau potable	68		
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71	15 000	18 802
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72		
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84	20 000	8 707
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86	13 142	1 865
Activités culturelles			
Bibliothèques	87		
Autres	88		
Réseau d'électricité	89		
	90	196 559	217 716

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96	129 913	
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107	37 610	52 252
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		10 000
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123	36 507	39 901
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125		831 756
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129	204 030	933 909

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal	130		
Péréquation	131		
Réorganisation municipale	132		
Neutralité	133		
Diversification des revenus	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		
Programme d'aide financière aux MRC	136		
Autres	137		40
	138		40
TOTAL DES TRANSFERTS	139 196 559	446 879	1 151 665

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144	26 000	27 463
Sécurité incendie	145	5 000	6 209
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148	31 000	33 672
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149	3 000	3 254
Enlèvement de la neige	150	3 000	2 717
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154	6 000	5 971
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156	1 104	1 322
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167	1 104	1 322
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité			
	180		
	181	37 000	40 747
		40 747	40 117

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	26 800	31 595	22 875
Sécurité publique	183		5 296	
Transport				
Réseau routier	184	106 889	121 527	113 038
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	7 250	21 919	27 355
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	1 250	2 927	1 541
Loisirs et culture	193	27 050	39 785	29 943
Réseau d'électricité	194			
	195	169 239	223 049	194 752
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	206 239	263 796	234 869
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	18 300	23 610	18 485
Droits de mutation immobilière	198	115 000	170 393	169 265
Droits sur les carrières et sablières	199	35 000	32 026	33 442
Autres	200			
	201	168 300	226 029	221 192
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	15 000	58 776	35 315
INTÉRÊTS	203	43 600	95 252	79 399
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209	67 000	75 007	74 150
Autres contributions	210			
Autres	211	41 600	59 400	32 044
	212	108 600	134 407	106 194

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Budget 2015	Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	108 659	111 772		111 772	110 413
Application de la loi	2	6 350	5 699		5 699	6 242
Gestion financière et administrative	3	475 399	490 804	19 175	509 979	397 050
Greffe	4	125 904	129 190		129 190	120 344
Évaluation	5	52 623	52 584		52 584	54 466
Gestion du personnel	6	9 800	3 236		3 236	3 236
Autres	7					
	8	778 735	793 285	19 175	812 460	691 751
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	386 970	386 085		386 085	388 603
Sécurité incendie	10	169 431	187 580	50 543	238 123	221 938
Sécurité civile	11	4 800				
Autres	12	14 228	15 153		15 153	15 146
	13	575 429	588 818	50 543	639 361	625 687
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	680 418	759 321	371 413	1 130 734	1 130 568
Enlèvement de la neige	15	468 280	424 055		424 055	507 580
Éclairage des rues	16	29 723	27 323		27 323	27 250
Circulation et stationnement	17	5 100	3 254		3 254	6 415
Transport collectif						
Transport en commun	18	15 450	15 372		15 372	15 465
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	1 198 971	1 229 325	371 413	1 600 738	1 687 278

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	<u>Budget 2015</u>		<u>Réalisations 2015</u>		<u>Total</u>	<u>Réalisations 2014</u>
	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	89 934	89 562	139 171	228 733	216 908
Réseau de distribution de l'eau potable	24	61 773	84 679		84 679	90 718
Traitement des eaux usées	25	58 724	62 173	171 104	233 277	216 166
Réseaux d'égout	26	49 002	41 731		41 731	37 372
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	122 918	105 098		105 098	98 732
Élimination	28	185 326	194 572		194 572	178 707
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	94 399	93 444	4 860	98 304	94 810
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	77 083	72 583	1 862	74 445	59 350
Autres	39					
	40	739 159	743 842	316 997	1 060 839	992 763
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	16 000	15 931		15 931	15 260
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	16 000	15 931		15 931	15 260
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	242 004	216 495	31 475	247 970	228 955
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	15 321	15 324		15 324	15 780
Tourisme	49	64 023	54 789		54 789	56 561
Autres	50					
Autres	51		2 161		2 161	
	52	321 348	288 769	31 475	320 244	301 296

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Budget 2015		Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	12 930	23 829	45 687	69 516	46 579
Patinoires intérieures et extérieures	54	29 930	27 843		27 843	23 185
Piscines, plages et ports de plaisance	55	98 426	125 148	4 289	129 437	91 462
Parcs et terrains de jeux	56	220 343	198 711	27 181	225 892	184 125
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	242 939	210 857	4 803	215 660	199 676
	60	604 568	586 388	81 960	668 348	545 027
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	147 362	145 050	24 216	169 266	164 607
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66	147 362	145 050	24 216	169 266	164 607
	67	751 930	731 438	106 176	837 614	709 634
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
68						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	141 891	134 510		134 510	141 871
Autres frais	70		367		367	
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	500	59		59	31
	73	142 391	134 936		134 936	141 902
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
74	931 666	895 779	(895 779)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert par sources	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la MUNICIPALITÉ DE LABELLE (ci-après « la Municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la Municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la Municipalité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la Municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

[Original signé par]

Comptables professionnels agréés

PATRICE FORGET, CPA auditeur, CA
Mont-Tremblant

DATE 2016-05-05

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>4 222 559</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	5 326
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
	10	<u>5 326</u>
Revenus de taxes	11	<u><u>4 217 233</u></u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes			1	4 217 233
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>4 217 233</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires			5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM			6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base		226 289	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1		13 810	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation			9	<u> </u>
			10	<u>240 099</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>3 977 134</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2015 ²	1	<u>399 058 700</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2015 ²	2	<u>402 280 600</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>400 669 650</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>3 977 134</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>400 669 650</u>
Taux global de taxation réel de 2015	6	[] [] , [9 | 9 | 2 | 6] / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2015 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2015 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	151 000	50 173	70 245
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	514 334	161 764	9 515
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10			8 212
Autres infrastructures	11		11 100	11 605
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	208 850	306 708	16 065
Édifices communautaires et récréatifs	14	38 780		1 749 760
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		302 552	22 902
Ameublement et équipement de bureau	18	20 340	21 339	8 519
Machinerie, outillage et équipement divers	19	64 340	45 154	72 728
Terrains	20	41 200	14 827	
Autres	21			(28 795)
	22	1 038 844	913 617	1 940 756

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23		50 173	70 245
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27			
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32		172 864	29 332
Autres immobilisations	33		690 580	1 841 179
	34		913 617	1 940 756

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	4 936 600	320 000	391 700	4 864 900
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	18 004		16 819	1 185
Organismes municipaux	4	44 076		5 101	38 975
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5		292 534	7 042	285 492
Autres	6	40 000		10 000	30 000
	7	5 038 680	612 534	430 662	5 220 552
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	13 637		13 637	
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	812 185	40 000	48 827	803 358
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	2 960 757	492 534	322 674	3 130 617
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	3 786 579	532 534	385 138	3 933 975
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	1 252 101	80 000	45 524	1 286 577
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	1 252 101	80 000	45 524	1 286 577
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	1 252 101	80 000	45 524	1 286 577
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25	1 252 101	80 000	45 524	1 286 577
	26	5 038 680	612 534	430 662	5 220 552
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
Reclassement / Redressement	28				
	29	5 038 680	612 534	430 662	5 220 552

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2	52 623	52 584	54 466
Autres	3	78 481	78 424	75 902
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	5 869	5 864	5 865
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	7 790	7 784	8 034
Autres	10	7 660	7 588	7 431
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	377 264	362 759	365 752
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	15 321	15 324	15 780
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	3 812	7 708	3 110
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	548 820	538 035	536 340

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	5,96	40,00	382 891	95 664	478 555
Professionnels	2					
Cols blancs	3	7,72	35,00	295 931	70 523	366 454
Cols bleus	4	12,09	40,00	520 726	136 820	657 546
Policiers	5					
Pompiers	6	1,92	40,00	110 274	8 501	118 775
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	27,69		1 309 822	311 508	1 621 330
Élus	9	7,00		78 998	14 669	93 667
	10	34,69		1 388 820	326 177	1 714 997

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	10 525				10 525
Réseau de distribution de l'eau potable	13		37 610			37 610
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	224 212	129 913	2 417	42 202	398 744
	17	234 737	167 523	2 417	42 202	446 879

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	5 699	27		53	5 699	79		105	5 699	131
Évaluation	2	52 584	28		54	52 584	80		106	52 584	132
Autres	3	735 002	29	19 175	55	754 177	81	31 595	107	722 582	133
	4	793 285	30	19 175	56	812 460	82	31 595	108	780 865	134
Sécurité publique											
Police	5	386 085	31		57	386 085	83	27 463	109	358 622	135
Sécurité incendie	6	187 580	32	50 543	58	238 123	84	11 505	110	226 618	136
Sécurité civile	7		33		59		85		111		137
Autres	8	15 153	34		60	15 153	86		112	15 153	138
	9	588 818	35	50 543	61	639 361	87	38 968	113	600 393	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	759 321	36	371 413	62	1 130 734	88	3 254	114	1 127 480	140
Enlèvement de la neige	11	424 055	37		63	424 055	89	124 244	115	299 811	141
Autres	12	30 577	38		64	30 577	90		116	30 577	142
Transport collectif	13	15 372	39		65	15 372	91		117	15 372	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	1 229 325	41	371 413	67	1 600 738	93	127 498	119	1 473 240	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	89 562	42	139 171	68	228 733	94	15 370	120	213 363	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	84 679	43		69	84 679	95		121	84 679	147
Traitement des eaux usées	18	62 173	44	171 104	70	233 277	96		122	233 277	148
Réseaux d'égout	19	41 731	45		71	41 731	97	2 948	123	38 783	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	299 670	46		72	299 670	98	2 169	124	297 501	150
Matières recyclables	21	93 444	47	4 860	73	98 304	99	2 222	125	96 082	151
Autres	22		48		74		100	313	126	(313)	152
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153
Protection de l'environnement	24	72 583	50	1 862	76	74 445	102		128	74 445	154
Autres	25		51		77		103		129		155
	26	743 842	52	316 997	78	1 060 839	104	23 022	130	1 037 817	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement
Santé et bien-être											
Logement social	157	15 931	172		187	15 931	202		217	15 931	232
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233
Autres	159		174		189		204		219		234
	160	15 931	175		190	15 931	205		220	15 931	235
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	216 495	176	31 475	191	247 970	206		221	247 970	236
Rénovation urbaine	162		177		192		207		222		237
Promotion et développement économique	163	70 113	178		193	70 113	208	2 927	223	67 186	238 1 472
Autres	164	2 161	179		194	2 161	209		224	2 161	239
	165	288 769	180	31 475	195	320 244	210	2 927	225	317 317	240 1 472
Loisirs et culture											
Activités récréatives	166	586 388	181	81 960	196	668 348	211	37 291	226	631 057	241 37 240
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	145 050	182	24 216	197	169 266	212	2 495	227	166 771	242
Autres	168		183		198		213		228		243
	169	731 438	184	106 176	199	837 614	214	39 786	229	797 828	244 37 240
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245
	171	4 391 408	186	895 779	201	5 287 187	216	263 796	231	5 023 391	246 134 936

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****Non audité**

		2015	2014
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	913 617	1 940 756
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	913 617	1 940 756

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	898 505	589 293
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	898 505	589 293
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	286 250	537 115
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(55 779)	(32 434)
Activités d'investissement	6	(72 798)	(66 981)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(325 760)	(128 488)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(168 087)	309 212
Solde à la fin de l'exercice	12	730 418	898 505
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	319 547	192 926
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	319 547	192 926
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(21 968)	(1 867)
Activités d'investissement	17	(59 546)	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	325 760	128 488
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	244 246	126 621
Solde à la fin de l'exercice	22	563 793	319 547
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	579 691	593 889
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24	(149 070)	(96 575)
Solde redressé au début de l'exercice	25	430 621	497 314
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	194 377	(66 693)
Activités d'investissement	27	(48 403)	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	145 974	(66 693)
Solde à la fin de l'exercice	31	576 595	430 621

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	2015	2014
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 (262 800)	(275 000)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 (262 800)	(275 000)
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Frais d'assainissement des sites contaminés	39 ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ	40 ()	()
Utilisation du fonds général		
Utilisation du fonds de roulement	41 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()	()
Autres	43 ()	()
	44 ()	()
	45 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	46 ()	()
Autre financement	47 ()	()
	48 ()	()
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49	
	50 12 700	12 200
	51 12 700	12 200
Solde à la fin de l'exercice	52 (250 100)	(262 800)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	53 (17 996)	(18 650)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54	
Solde redressé au début de l'exercice	55 (17 996)	(18 650)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales		
	56 56 440	654
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	57	
Excédent de fonctionnement affecté	58	
Réserves financières et fonds réservés	59	
	60 56 440	654
Solde à la fin de l'exercice	61 38 444	(17 996)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	62 10 776 220	10 042 172
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63	
Solde redressé au début de l'exercice	64 10 776 220	10 042 172
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent de fonctionnement affecté	65	
	66	
Variation résiduelle de l'exercice	67 (144 419)	734 048
Solde à la fin de l'exercice	68 10 631 801	10 776 220

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>200 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>200 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>200 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1 4 198	2	3	4	5 ()	6	7 4 198
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12 ()	13	14
	15 4 198	16	17	18	19 ()	20	21 4 198

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	2015		2014
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 6 □ 5 □ 9 □ 2 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 6 □ 5 □ 9 □ 2 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 1 , □ 3 □ 1 □ 3 □ 8 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 1 , □ 3 □ 1 □ 3 □ 8 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 6 □ 5 □ 9 □ 2 \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ 0 , □ 0 □ 2 □ 1 □ 9 \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ 0 , □ 0 □ 9 □ 4 □ 2 \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

	Par unité de logement
Eau	1 <u>2</u> <u>2</u> <u>4</u> , <u>0</u> <u>0</u> \$
Égout	2 <u>2</u> <u>1</u> <u>1</u> , <u>0</u> <u>0</u> \$
Eau et égout	3 <u> </u> <u> </u> <u> </u> , <u> </u> <u> </u> \$
Traitement des eaux usées	4 <u> </u> <u> </u> <u> </u> , <u> </u> <u> </u> \$
Matières résiduelles	5 <u>1</u> <u>5</u> <u>6</u> , <u>0</u> <u>0</u> \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**6 , %**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code ¹	Préciser
ENVIRONNEMENT	16,0000	4	
SQAE SECTEURS DESSERVIS	,0052	1	
SQAE SECTEURS NON-DESSERVIS	,0004	1	
REGL. 2005-106 SECTEURS DESSERVIS	,0062	1	
REGL. 2005-106 SECTEURS DESSERVIS	27,0000	4	
REGL. 2005-106 SECTEURS NON-DESSEI	,0028	1	
REGL. 2004-90 LIGNE ÉLECTRIQUE	113,3700	4	
REGL. 2011-206 RIVE-OUEST LAC-LABELL	478,5500	4	
REGL. 2012-214 SECTEURS DESSERVIS	,0004	1	
REGL. 2012-214 SECTEURS DESSERVIS	,0002	1	
REGL. 2012-214 SECTEURS NON-DESSEI	1,6500	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9	5 326 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10	12 000 \$	
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	\$	
b) autres formes d'aide	14	\$	
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	3 831 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	\$	
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	4 000	22 <input type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25 <input checked="" type="checkbox"/>	26 <input type="checkbox"/>	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>	29 <input type="checkbox"/>
Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement			
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30 <input type="checkbox"/>	31 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 1, rue du Pont
(no) (rue)

Labelle J0T 1H0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 681-3371
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 686-3820
(ind. rég.) (numéro)

Courriel info@municipalite.labelle.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Claire Coulombe

Téléphone (819) 681-3371
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 686-3820
(ind. rég.) (numéro)

Courriel ccoulombe@municipalite.labelle.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Amyot Gélinas, s.e.n.c.r.l.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 969, rue de Saint-Jovite, bureau 201
(no) (rue)

Mont-Tremblant J8E 3J8
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 425-8691
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 425-9266
(ind. rég.) (numéro)

Courriel patrice@amyotgelinas.com

Responsable du dossier Patrice Forget, CPA auditeur, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

_____ (Municipalité) _____ (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Claire Coulombe , atteste que le rapport financier de Labelle pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2016-05-16 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Labelle .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Labelle consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Labelle détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 146 854 \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de ,9926 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-05-17 08:06:16

Date de transmission au Ministère : 2016/05/17

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2015

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Labelle

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	5 074 189	5 364 947	5 347 703
Investissement	2		204 030	933 909
	3	5 074 189	5 568 977	6 281 612
Charges	4	5 455 629	5 422 123	5 165 571
Excédent (déficit) de l'exercice	5	(381 440)	146 854	1 116 041
Moins : revenus d'investissement	6 (	) (	204 030 ) (	933 909)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(381 440)	(57 176)	182 132
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8	931 666	895 779	864 843
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	332 232 ) (	385 138 ) (	538 578)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	) (	52 746 ) (	72 276)
Excédent (déficit) accumulé	12	(217 994)	(116 630)	100 994
Autres éléments de conciliation	13		2 161	
	14	381 440	343 426	354 983
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		286 250	537 115

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Actifs financiers			
Débiteurs	1	2 312 325	2 360 862
Autres	2	1 380 752	1 611 390
	3	3 693 077	3 972 252
Passifs			
Dette à long terme	4	5 215 438	5 038 680
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	89	
Autres	6	604 622	1 201 438
	7	5 820 149	6 240 118
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(2 127 072)	(2 267 866)
Actifs non financiers			
Immobilisations	9	14 315 675	14 297 837
Autres	10	102 348	114 126
	11	14 418 023	14 411 963
Excédent (déficit) accumulé	12	12 290 951	12 144 097

Extrait du rapport financier, page S20

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	730 418	898 505
Excédent de fonctionnement affecté			
- Égout	14	134 740	72 085
- Eau	15	15 091	18 930
- Budget (projets à venir)	16	405 489	223 032
- Limiteur de portée	17		5 500
- Terrain	18	8 473	
-	19		
-	20		
-	21		
-	22		
	23	563 793	319 547
Réserves financières	24	481 563	319 286
Fonds réservés	25	95 032	111 335
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26 (	250 100 ) (	262 800)
Financement des investissements en cours	27	38 444	(17 996)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	10 631 801	10 776 220
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29		
	30	12 290 951	12 144 097

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	1	4 204 711	4 217 233	4 321 622
Compensations tenant lieu de taxes	2	131 180	126 605	131 356
Quotes-parts	3			
Transferts	4	196 559	242 849	217 756
Services rendus	5	206 239	263 796	234 869
Autres	6	335 500	514 464	442 100
	7	5 074 189	5 364 947	5 347 703
Investissement				
Taxes	8			
Quotes-parts	9			
Transferts	10		204 030	933 909
Autres	11			
	12		204 030	933 909
	13	5 074 189	5 568 977	6 281 612

Extrait du rapport financier, page S14

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015		Réalizations 2015		Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale						
Évaluation	1	52 623	52 584		52 584	54 466
Autres	2	726 112	740 701	19 175	759 876	637 285
Sécurité publique						
Police	3	386 970	386 085		386 085	388 603
Sécurité incendie	4	169 431	187 580	50 543	238 123	221 938
Autres	5	19 028	15 153		15 153	15 146
Transport						
Réseau routier	6	1 183 521	1 213 953	371 413	1 585 366	1 671 813
Transport collectif	7	15 450	15 372		15 372	15 465
Autres	8					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	259 433	278 145	310 275	588 420	561 164
Matières résiduelles	10	402 643	393 114	4 860	397 974	372 249
Autres	11	77 083	72 583	1 862	74 445	59 350
Santé et bien-être	12	16 000	15 931		15 931	15 260
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	242 004	216 495	31 475	247 970	228 955
Promotion et développement économique	14	79 344	70 113		70 113	72 341
Autres	15		2 161		2 161	
Loisirs et culture	16	751 930	731 438	106 176	837 614	709 634
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	142 391	134 936		134 936	141 902
Amortissement des immobilisations	19	931 666	895 779	(895 779)		
	20	5 455 629	5 422 123		5 422 123	5 165 571

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3